

«Prêt à attaquer Lydia Mutsch en justice!»

Le médecin généraliste Jean Colombera entend poursuivre la ministre de la Santé devant les tribunaux parce qu'il estime qu'en ne légalisant pas le cannabis médical, il y a non-assistance à personne en danger.

Jean Colombera estime que la législation nationale en matière de cannabis médical est à revoir et qu'une grave question de santé publique se pose.

De notre journaliste
Claude Damiani

Le médecin généraliste en appelle aux autorités pour qu'elles revoient leur position et qu'elles légifèrent en matière de cannabis médical. «Le Luxembourg est un mauvais élève en la matière!», insiste-t-il.

Selon le médecin, le Grand-Duché serait trop conservateur et se voilerait la face à propos des vertus du cannabis pur et bien dosé. Car un juste dosage entre la molécule psychoactive

qu'est le tétrahydrocannabinol (THC) et celle du cannabidiol (CBD) permet de traiter une multitude de maladies et pathologies. «La molécule CBD permet de guérir le cancer si elle est fortement dosée. Un cannabis bien dosé permet également de traiter la dépression, les douleurs chroniques, l'insomnie, la nervosité, le manque d'appétit, les glaucomes et les inflammations», affirme le médecin.

Cela dit, au lieu d'autoriser certains médicaments à base de cannabis produits à Groningue (Pays-Bas) tels que le Bediol, la ministre de la Santé préfère que les gens deviennent dépendants aux antidépresseurs et aux anxiolytiques, selon lui. Un pro-

blème de santé publique se pose, dès lors, et le médecin menace d'«**entamer une action en justice contre la ministre pour non-assistance à personne en danger, ou pour un autre motif qui sera à définir avec (son) avocat.**»

➤ Un jugement en France ouvre une brèche

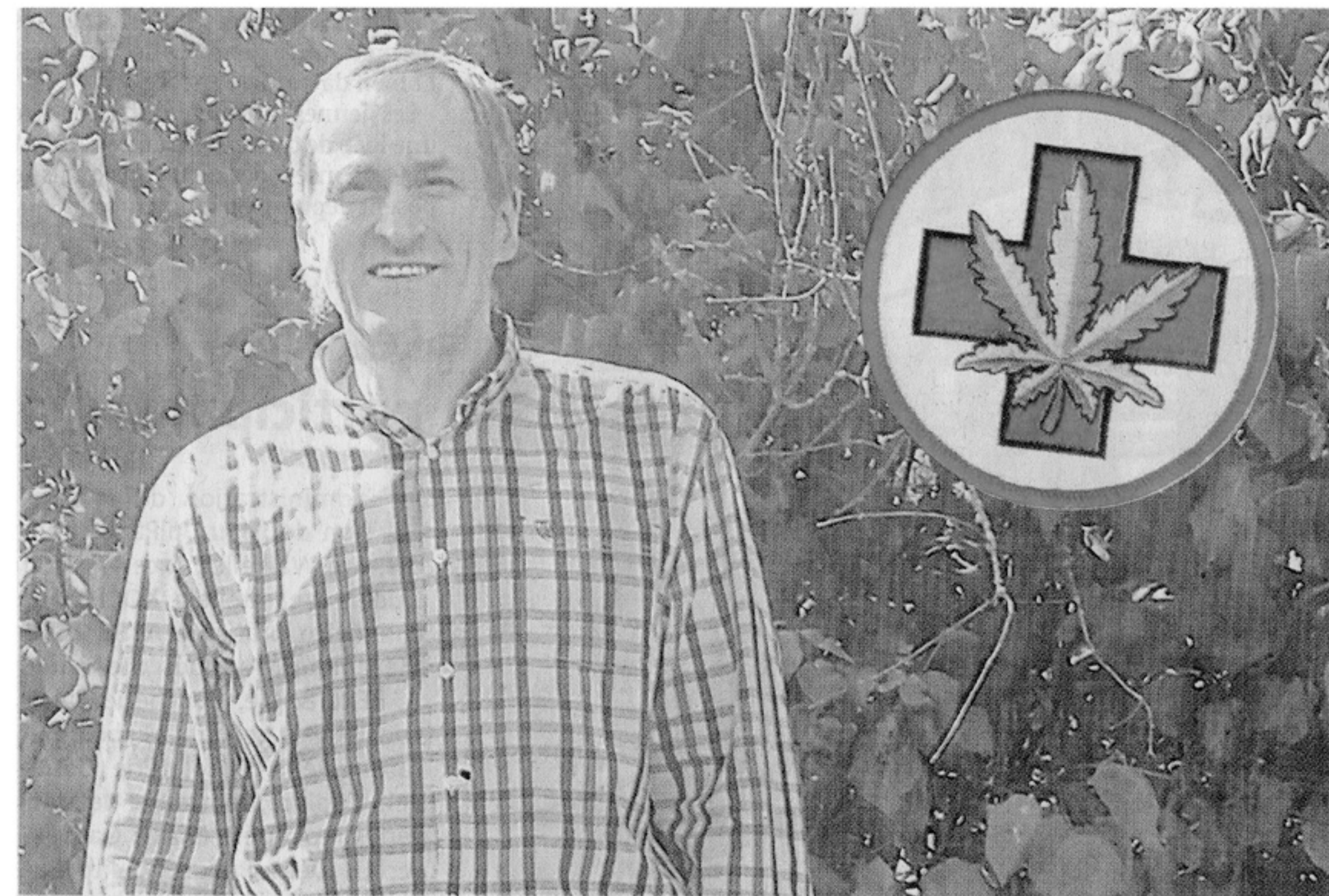
Parce que les maladies et troubles dits psychiques peuvent aussi être traités par le cannabis : «**Or tous ces types de médicaments, dont les benzodiazépines (Temesta...), conduisent à la perte de raison et surtout à la dépendance, après douze semaines de prise.**» Mais les

puissants lobbies pharmaceutiques font pression sur les responsables politiques, affirme encore le médecin, qui a pourtant repris espoir depuis mardi et un jugement rendu par un tribunal de Marseille (France).

Cité à comparaître, un Français de 31 ans atteint d'hyperactivité et de bipolarité, Sébastien Beguerie, a été condamné pour usage de cannabis à des fins médicales, mais dispensé de peine. Une première en France qui pourrait faire jurisprudence et dépasser les frontières, «**parce que le Luxembourg suit toujours la France**», selon Jean Colombera. Et ce dernier s'en réjouit, lui qui a prescrit du cannabis thérapeutique au Français, en 2010. Des ordonnances rédigées par le Dr Colombera ont d'ailleurs été produites devant le tribunal de Marseille.

Sébastien Beguerie s'était en effet rendu au Grand-Duché en sa qualité

d'ingénieur agronome, afin d'y effectuer des expériences génétiques sur des plants de cannabis, en vue de se soigner. «**Il s'agissait de monter un projet sous l'égide de l'Association luxembourgeoise des méthodes préventives (ALMP) à Ettelbruck. Il y avait cinq personnes dont quatre malades. Parmi elles, un ancien policier, mais aussi une fonctionnaire européenne et un agriculteur. L'objectif était de créer une plante qui soit riche en CBD et pauvre en THC, dont le dosage limite légal est de 0,3 % au Luxembourg**», relate Jean Colombera. Mais le projet est finalement tombé à l'eau avec le procès, en 2012, du médecin, qui dirigeait à l'époque ses patients munis d'une ordonnance luxembourgeoise vers une pharmacie néerlandaise, près de Maastricht. Et quand on sait que toute importation de cannabis, fût-il médical, est hors-la-loi...



Le Dr Jean Colombera n'a pas dit son dernier mot. Son combat continue, au nom de la santé publique.

Trois patients traités au Sativex par le Dr Colombera au pays

Actuellement, seul le Sativex, qui est un vaporisateur médical, est autorisé au Grand-Duché. Il associe deux molécules, le tétrahydrocannabinol, dosé à hauteur de 2,7 mg, et le cannabidiol, à 2,5 mg.

Le Dr Colombera prescrit ce spray à trois de ses patients souffrant de sclérose en plaques, afin de soulager leurs contractures et douleurs. La posologie indiquée est de deux pressions journalières en direction de la langue.

Mais ce médicament coûte la bagatelle de 517 euros la boîte de quatre flacons dans les pharmacies du pays qui peuvent le commander auprès de l'entreprise



GW Pharmaceuticals en Angleterre, sur la base d'une ordonnance spéciale pour «médicament stupéfiant», qui est scrupuleusement contrôlée par le ministère de la Santé. Point important : il n'est pas remboursé par la Caisse nationale de santé. Signalons enfin qu'une boîte permet à un patient de se soigner durant trois mois.